

Non, l'avortement n'est pas un meurtre mais bien un droit fondamental !

Lors de sa venue en Belgique, ce week-end du 28 septembre, journée mondiale de lutte pour le droit à l'avortement, le Pape François a qualifié l'interruption volontaire de grossesse de « meurtre » et les médecins qui la pratiquent de « tueurs à gages ». Qui plus est, lors de sa prise de parole à l'UCL, le pape a aussi réduit les femmes à un rôle de procréatrices en les qualifiant « d'accueil fécond, de soin et de dévouement vital ». Ces propos s'inscrivent quelques jours après que les partenaires de la majorité fédérale en formation, l'Arizona, se sont entendus pour bloquer toute avancée en matière de droit à l'avortement en Belgique. Un **nouveau marchandage politique** autour de la liberté des femmes à disposer de leur corps ! Cette situation a été dénoncée par ailleurs par nos associations, Soralia et Sofélia – dont 9 Centres de Planning familial pratiquent l'avortement.

En tant que structures féministes, nous jugeons les propos tenus par le Pape **injurieux** et nous les dénonçons haut et fort. L'accès à l'avortement est un **droit fondamental** pour les femmes et toutes les personnes qui s'identifient comme telles. Nous ne le rappellerons jamais assez mais interdire l'avortement n'en diminuera jamais le nombre mais le rendra clandestin et risqué pour la santé et la vie des personnes en demande. Ces propos du Vatican sont **dangereux politiquement** dans un contexte européen et mondial de montée des partis ultraconservateurs et d'extrême droite qui tiennent des discours niant les droits des femmes et de la communauté LGBTQIA+.

Statut de chef d'Etat ? Statut de chef de l'Eglise catholique ? A quel titre le Pape a-t-il pris la parole ? L'ambiguïté a été de mise avant sa venue et durant tout le week-end. Avec son discours aux corps constitués et à des représentant·e·s de la société civile le 27 septembre au château de Laeken, sa « Sainteté » s'est vue offrir un privilège auquel aucun chef d'Eglise, et a fortiori chef d'Etat, n'a eu droit. Dans un Etat laïque, comme la Belgique, **il est primordial que les convictions de tout un chacun·e soient respectées**. Aucune religion ne peut recevoir la préséance sur une autre ou sur un courant philosophique quel qu'il soit.

Le Pape se présente comme plus progressiste que ces prédécesseurs. Or, les propos qu'il a tenu ce week-end sont d'un temps révolu. Ils mettent en exergue que l'Eglise catholique ne renonce pas à interférer avec le pouvoir législatif, critiquant une loi votée par le Parlement et encourageant sa communauté à faire pression sur le processus politique en cours. **Ce ne sont ni les rois ou les reines, ni les chefs religieux qui définissent les lois !**

Ces dires nous rappellent l'urgence de **renforcer la législation belge encadrant l'avortement**. Dès lors, plus que jamais, nos associations continueront à revendiquer haut et fort le slogan suivant « **Nos corps, nos choix, nos droits** » !